

Nom : FERRARI-BREEUR

Prénom : Christine

Statut : Maître de Conférences

Fonctions :

1) Activités pédagogiques

- Formation initiale à Lyon III : droit administratif des biens et de la fonction publique, droit des collectivités territoriales, droit communautaire institutionnel et matériel, droit administratif comparé, introduction au droit public italien, droit international (rapports droit international / droit communautaire), droit administratif des œuvres d'art, régime administratif de distribution et d'exploitation cinématographiques
- Directions de thèse en droit administratif et droit international
- Maître de conférences invité à la Faculté de Jurisprudence de l'Université de Turin (Italie) : présentation générale du droit français (histoire, sources) et de la justice en France
- Formation continue à la demande de divers organismes publics (dont l'Ecole Nationale d'Administration) et privés

2) Activités d'expertise

- Expert auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche au moment de la présidence française de l'Union européenne (1995) et dans le cadre d'un jumelage institutionnel entre la France (Ministère de l'Education Nationale – Ministère de l'Emploi et de la Solidarité) et la Roumanie (Ministère de l'Education et de la Recherche) sur la reconnaissance mutuelle des diplômes et des qualifications professionnelles (assistance à la transposition des directives communautaires relatives à ces questions), Bucarest, 2002
- Membre du Comité de recherche et de prospective à la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique depuis 2006
- Expert au près de la Commission européenne (DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances) ; dans ce cadre présentation sur « Personnels du secteur public et droit communautaire » au sein de la conférence juridique sur « La libre circulation des travailleurs dans une Europe élargie : bilan et perspectives », Prague, les 10 et 11 novembre 2006
- Directrice adjointe de l'Institut d'Etudes Administratives
- Responsable du Master 1 droit public
- Responsable du diplôme de Droit italien à L'institut de Droit Comparé

Principales publications – travaux :

1) droit communautaire :

- Thèse : « Enseignement supérieur et Communauté européenne » (sous la direction du Prof. T. Debard), mention très honorable avec félicitations du jury, septembre 1993, publiée par le CDRE (Lyon III)
- Article : « Education, formation professionnelle et jeunesse » en collaboration avec le Professeur J. Pertek, Répertoire de droit communautaire, Dalloz - Sirey, septembre 1995
- Communication sur « libre circulation et égalité de traitement au profit des étudiants, en particulier dans la jurisprudence de la Cour de Justice » dans le cadre d'un séminaire organisé par la Fondation pour les Etudes européennes et l'Académie de droit européen de Trèves, Bruxelles, mars 1996
- Article : « Libre circulation des étudiants et reconnaissance académique » in « La reconnaissance des diplômes dans un espace européen des formations et des professions », Fondation pour les Etudes européennes, Bruylant, Bruxelles, 1998, p. 55 à 74
- Article : « L'éducation et la formation professionnelle comme instruments de la citoyenneté européenne » in « La citoyenneté européenne », Chaire Jean Monnet, Université de Montréal, Collection « Etudes européennes », 2000, p. 177 à 192
- Article : « La Convention : évaluation d'une méthode de changements constitutionnels dans l'Union européenne » in « La Convention sur l'avenir de l'Europe – Essai d'évaluation du projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe », Bruylant, Bruxelles, 2004, p. 1 à 21

2) droit administratif :

- Article : « La participation du public aux décisions des collectivités » suite à une communication faite à un colloque sur la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, JCP A 2002, n° 4-5, 1110
- Présentation du décret n° 2002-1275 du 22 octobre 2002 relatif à l'organisation du débat public et à la Commission nationale du débat public, même JCP A, 1113
 - Fascicule : « Domaine public mobilier », Juris-Classeur Propriétés publiques, Fasc. n° 45, 2003
 -

3) droit communautaire / droit administratif :

- Fascicule : « Droit communautaire et fonction publique française », Juris-Classeur Fonctions publiques, Fasc. n° 1000, 2004 (actualisation novembre 2005)
- Article : « Droit communautaire et fonction publique hospitalière française, ou la persistance dans l'erreur », JCP A 2004, n° 42, 1648
- Note sous CJCE, 7 oct. 2004, aff. C-402/04, Commission c/ France : « Les éducateurs spécialisés à l'assaut du droit français », JCP A 2004, n° 47, 1752
- Note sous CE, 16 mars 2005, Min. Santé et Min. Fonction publique c/ Burbaud : « L'affaire Burbaud : suite et non fin », JCP A 2005, n° 29, 1271
- Article : « La loi du 26 juillet 2005 ou le droit communautaire cause réelle et prétexte à une modification du droit français de la fonction publique », JCP A 2005, n° 35, 1305

4) droit européen / droit administratif :

- Article : « La contradiction et le pouvoir de sanction de l'administration » suite à une communication faite à un colloque sur « La contradiction en droit public français et l'article 6§1 de la Convention européenne des droits de l'Homme », Revue Française de droit administratif, 2001, p. 33 à 42

5) droit européen / droit communautaire :

- Communication sur « Les interactions Conseil de l'Europe / Union européenne : le domaine des qualifications de l'enseignement supérieur » dans le cadre d'une journée nationale d'étude sur « L'interaction entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe » organisée par l'Université Grenoble II, décembre 1999

6) droit comparé :

- Communication sur « Les expériences italiennes récentes de privatisation : similitudes et différences avec les pratiques françaises » dans le cadre de la 8^e rencontre Franco-Belge organisée par la Direction générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique du Ministère de l'Education de la Communauté française de Belgique et l'Institut de Sciences Mathématiques et Economiques Appliquées, Bruxelles, novembre 1996
- Article : « L'après privatisation en Italie : réflexions sur le rôle de l'Etat dans les sociétés privatisées », Revue du Marché commun et de l'Union européenne, 1999, p. 166 à 171
- Communication sur « Le débat public en droit comparé : l'exemple italien » dans le cadre d'un colloque sur « Le débat public (Code de l'environnement articles L. 121-1 et suivants) » organisé par l'Université J. Moulin Lyon III, 20 octobre 2006, actes à paraître
- Communication en italien sur « Le Conseil d'Etat : diritto interno e diritto comunitario » dans le cadre d'un colloque sur « La tutela degli interessi nel contesto europeo » organisé par l'Università degli Studi di Torino – Facoltà di Giurisprudenza, 22 – 23 février 2008, actes à paraître

Langues parlées :

bilingue Français / Italien et Anglais